

Combattre toutes les iniquités ; détruire toutes les inégalités sociales ; lutter sans trêve jusqu'à l'instauration d'une Société où, par l'égalité de tous les individus, la liberté n'étant plus un vain mot, l'humanité entière vivra harmoniquement. Tel est le but que poursuivent les anarchistes.

L'ORDRE

ORGANE COMMUNISTE-ANARCHISTE

Paraissant tous les quinze jours

« Notre ennemi,
« C'est notre Maître. »

LA FONTAINE.

ABONNEMENTS :

Un an..... 2 »
Six mois..... 1 »
Trois mois..... » 50

Rédaction et Administration :

36, CHEMIN DE BEAUPUY, 36

LIMOGES

ADRESSER

Tout ce qui concerne la Rédaction : articles, communications, etc., au Rédacteur.

Tout envoi de fonds, abonnements, à l'Administrateur.

UN AN DE VIE

Nous allons probablement étonner beaucoup de monde en disant qu'avec notre prochain numéro nous atteindrons un an d'existence et que cet âge-là nous étonne nous-mêmes.

En effet, lorsqu'entre quelques camarades nous décidâmes la fondation de *L'Ordre*, la somme recueillie par souscriptions (120 francs environ), plus une somme analogue, montant des premiers abonnements, tous nous étions convaincus de notre prochaine mort. Il n'en est rien ; bien au contraire, plus que jamais nous avons foi en la continuation de notre existence.

Certes, nous ne voulons pas dire que tout à *L'Ordre* va à souhait et que nous possédons une somme nous assurant longue vie. Ce serait un mensonge. Nous possédons des dettes, mais nous possédons aussi le moyen de les liquider, ainsi que la volonté de vivre.

Qu'importe les quelques *fatigués* qui sont restés en route ! Qu'importe les *lâcheurs* parce que notre propagande ne rapporte aucun *bénéfice pécuniaire* ! Nous sommes encore assez nombreux pour tenir tête à nos adversaires. Ceux-là sont moins nombreux et moins bien armés qu'avant notre apparition, tout nous le prouve.

Est-ce à dire que nous ne solliciterons plus l'appui d'aucun ? Non. Notre seul concours serait inefficace. Toujours, nous voulons recevoir des conseils, et encore nous avons besoin de faire appel à l'obole de chacun, car nous n'avons pas atteint le but que nous nous proposons d'atteindre, but primordial qui, pour beaucoup, fut cause de notre gêne actuelle.

Lors de la fondation de *L'Ordre*, espérant pouvoir céder l'exemplaire à 5 centimes, nous avons adopté les abonnements se rapportant à ce prix, mais la restriction de notre tirage ne nous ayant pas permis de réaliser nos vœux, le prix de l'abonnement est resté le même et a causé un assez fort déficit à la caisse.

D'autre part, notre inexpérience en tactique journalistique nous a valu des leçons desquelles nous saurons profiter à l'avenir.

Espérons que nos abonnés nous tiendront compte de notre bonne volonté. D'ailleurs nous sommes toujours prêts à écouter leurs doléances et leurs conseils, nous trouvons même n'en pas recevoir assez. Espérons aussi qu'ils voudront bien encore nous procurer des encouragements en renouvelant leur abonnement. Si tous les abonnements se renouvèlaient, nous pourrions promettre notre prochaine parution hebdomadaire.

LA RÉDACTION.

P.-S. — A partir du numéro 1 de la 2^e année, les prix des abonnements seront fixés ainsi qu'il suit :

Trois mois, 0 fr. 75 ;

Six mois, 1 fr. 50 ;

Un an, 3 francs.

Que nos abonnés actuels se hâtent donc de renouveler leur abonnement s'il ne veulent subir cette augmentation, que nous ne pouvons éviter.

TACTIQUES

Depuis que nous avons le bonheur de posséder Clémenceau comme ministre de l'intérieur, nous ne risquons plus être fusillés comme nous le fûmes à Fourmies, au François, à Châlons et à Limoges, sous ses prédécesseurs. Faire mourir des grévistes

par des coups de fusils est une chose qui répugne à l'auteur de la *Mêlée sociale*.

Puis, comme certain *socialiste* de Limoges, parlant des anarchistes, les grévistes ne valent sans doute pas le plomb que leur envieraient les soldats. Des coups de sabre ou l'écrasement par les chevaux, voilà qui convient mieux à la moderne démocratie Clémenceau-Sarien et C^o. Ainsi faisant, les faiseurs de boucan aux Folies-Bourbon n'exerceront plus leur métier sur le terrain sentimental où reposent les Vardelle.

*
*
*

Il m'est avis cependant que nous aurions tort de récriminer et de toujours rendre responsables ceux qui, comme Clémenceau et ses collègues, au fait, ne font que défendre leur situation et sont bien moins coupables que ceux qui exécutent leurs ordres, sans avoir, eux, rien à défendre.

Les camarades de Limoges qui, l'année dernière, au 17 avril, bramaient des : « Vive les soldats ! A bas les officiers ! » — et j'étais encore de ces ânes-là, — doivent savoir comment il fut répondu aux vivats.

Dans le Nord, il y a quelques mois, et à Grenoble, ces jours-ci, les mêmes cas se sont présentés. Les soldats n'ont pas tiré, parce qu'on ne le leur a pas commandé, mais ils ont sabré et écrasé. Les victimes ne peuvent se compter.

Il faut que tout cela cesse, qu'en période de calme nous approchions le soldat pour l'instruire et le prenions pour un frère, soit. Mais nous devons aussi lui apprendre que sa présence sur un terrain de grève est un danger pour nous, que nous ne tolérerons plus, ou qu'il y aura danger bien plus grand pour lui.

S'il sort de la caserne, il est notre adversaire. Mettons-le dans l'impossibilité de sortir de la caserne.

Ses cartouches et son Lebel peuvent être rendus inefficaces si les grévistes, au lieu de rester dans la rue, pénètrent dans les maisons d'où, après avoir solidement barricadé la porte, ils pourront, par les fenêtres, mitrailler, avec des engins improvisés, les soldats qui passeraient dans la rue.

Quelques bidons de pétrole ou d'essence jetés dans la rue, accompagnés d'une allumette enflammée, forment une barricade dangereuse pour ceux qui voudraient la traverser. Voilà ce qu'il faut que nous apprenions aux soldats.

« Mieux vaut tuer le diable que si le diable nous tue. »

Léonce DUVERGER.

LE DROIT ET LE DEVOIR

Ce sont là les deux pôles autour desquels gravitent toutes les morales officiellement enseignées.

D'une façon générale, on pourrait les définir ainsi : Le Droit, c'est ce que chacun réclame pour soi ; le Devoir, ce que chacun veut imposer à autrui.

Le Droit représente la jouissance ; le devoir signifie l'effort.

Répartis équitablement entre tous, le Droit et le Devoir ont toujours été le but inaccessible du législateur.

Je dis inaccessible car, étant prouvée l'impossibilité d'évaluer la somme d'effort dont chacun est capable, la quantité de produit qui lui est nécessaire, il faudrait, pour éviter de tomber dans l'injustice et dans l'arbitraire, laisser l'individu seul juge de la tâche qu'il peut accomplir, tout en se gardant bien de limiter en rien sa consom-

mation (à moins d'ivresse ou de pléthore manifeste, ce qui, dans ce dernier cas, rentrerait dans le domaine exclusif de la thérapéutique).

Ce serait l'anéantissement de toute législation, puisque les lois n'ont d'autre mission que d'imposer l'effort et de garantir la jouissance.

Le système légal ne peut donc exister qu'à la condition de créer des privilèges pour les uns, au détriment des autres : c'est le Droit. Et des obligations pour ces autres, au profit des premiers : c'est le Devoir.

Le Droit et le Devoir ont pu avoir une origine différente selon le temps et les lieux, mais il ne peuvent se maintenir que par l'erreur populaire.

En dépit des vieux clichés sur l'oppression des faibles par les forts, c'est toujours dans les masses populaires que réside le principe de la force permanente et ce n'est qu'en les trompant qu'on peut les tyranniser.

L'erreur qui permet de maintenir le Droit et d'imposer le Devoir, consiste dans la croyance à la nécessité d'une protection pour tous contre chacun et pour chacun contre tous. Protection divine déléguée au Souverain, dans les sociétés monarchiques. Protection du Peuple déléguée à ses mandataires, dans les sociétés démocratiques.

Cette erreur date de loin, ont peut vraisemblablement la faire remonter aux époques où les hordes humaines qui avaient un commencement d'industrie devaient défendre leurs maigres produits contre les déprédations inconscientes d'autre hordes restées plus ignorantes et plus barbares. Il parut alors nécessaire de se mettre sous la protection d'une autorité armée.

Le résultat de cet arrangement fut que les guerriers protecteurs accaparèrent le Droit, tout en laissant le Devoir aux travailleurs.

Depuis, les bénéficiaires du Droit, par les puissants moyens dont ils disposent en vertu de ce même droit, entretiennent la défiance mutuelle parmi les foules à qui est départi le Devoir, afin que ces foules continuent toujours de croire à la nécessité du pouvoir tutélaire.

Les gens qui se payent de mots, et c'est malheureusement le plus grand nombre, feront remarquer que le code reconnaît à tous les citoyens les mêmes droits, comme il leur impose les mêmes devoirs ; ce qui, même exact, ne serait pas plus équitable que le règlement militaire, imposant la même étape à tous les jarrets, comme il accorde à tous les appétits la même boule de son. Mais il est facile de démontrer que cette justice à la Ramollot n'est aussi qu'un trompe-l'œil.

En réalité, le seul droit véritablement effectif est le droit de possession, et c'est seulement au profit des citoyens qui en sont investis dans une mesure suffisante, que s'exercent tous les autres droits et que s'accomplissent tous les devoirs.

Exemple : le devoir militaire, le devoir de payer l'impôt, auxquels tout le monde est astreint, selon la loi, et qui permettent aux officiers, comme à tous les gros fonctionnaires de l'Etat — lesquels n'ont dû de pouvoir occuper ces emplois, qu'à la fortune dont jouissaient leurs parents — de vivre grassement aux dépens du budget. Le devoir de prendre part à la direction des affaires publiques, le devoir de rendre la justice ; excellents, tout en étant bien rétribués, pour entretenir le peuple dans son erreur et dans sa misère, sous prétexte de la plus ardente sollicitude.

Tout comme, inversement, les droits qu'exercent les spoliés ne peuvent avoir

d'autres effets que de sanctionner et aggraver les devoirs ou charges qui leur incombent. Exemple : le droit de suffrage, qui constitue l'autorité gouvernementale, sauvegarde indispensable du privilège ; le droit à l'épargne qui habitue l'ouvrier à vivre de peu tout en travaillant beaucoup, ce qui en fait un instrument de fortune très avantageux pour les employeurs qui possèdent les moyens de production ; le droit d'acquérir la propriété qui, donnant à l'exploité l'espoir chimérique de devenir exploitateur à son tour, détruit en lui tout esprit de révolte et en fait un soutien féroce et borné de l'ordre établi.

Il n'est pas jusqu'au droit de grève, dont l'exercice, s'il se renferme dans la stricte légalité, ne profite en définitive qu'aux détenteurs du droit de propriété sur les moyens de production, considérés dans leur ensemble. Car si quelques usiniers peuvent en souffrir momentanément, les autres, en plus grand nombre, en tirent l'avantage de vendre plus cher les produits qu'ils ont en magasin.

De plus, durant ces périodes de misère que sont les temps de grève, les ouvriers s'ingénient à rogner encore sur l'insuffisant, à trouver ces petites ressources pour suppléer au salaire absent, soit en utilisant les loisirs des enfants, soit en faisant concurrence aux pauvres débris sociaux qui végètent dans les plus sordides industries. Et ces ressources, une fois créées, on continue d'en tirer parti en temps ordinaire, devenant ainsi, et pour cause, moins rétif à l'exploitation.

Les grèves, cependant, peuvent avoir de très bons effets, mais ce n'est que par les élans de révoltes solidaires qu'elles provoquent et, par conséquent, lorsque les travailleurs qui y prennent part agissent contre le droit.

Il est donc illusoire pour le prolétaire d'espérer sortir de son esclavage, soit en conquérant de nouveaux droits, soit en imposant de nouveaux devoirs à ses exploités.

L'harmonie sociale et le bonheur pour tous ne peut exister que dans une société sans lois, c'est-à-dire sans droits ni devoirs, mais uniquement basée sur la confiance réciproque.

Personne n'est spontanément malintentionné, mais le mal universel vient de ce que chacun croit à la malveillance d'autrui.

Pour se garantir contre le danger imaginaire d'être dépouillé par ses semblables, on s'expose à des dangers réels et terribles ; on tend le cou aux jougs les plus insupportables et le grand nombre qui produit toutes les richesses accepte d'être légalement dépouillé par une minorité d'accapareurs.

VERGUS.

LETTRE D'UN SOLDAT

Mon cher ami,

De quoi pourrai-je bien t'entretenir, si ce n'est de mon auguste métier ? La caserne t'a suggéré bien des nausées, bien des idées, mais n'ayant pas encore endossé la livrée de l'honneur (!) tu n'as pas, d'une façon bien précise, une conception de ce qu'est cette caserne.

Grande famille disent très sérieusement les uns, école du crime, répondent les autres : tous ont un peu raison. C'est bien, en effet, une véritable famille que l'armée, tout le monde vit sous le même toit et fraternise dans le fumier patriotique, comme fraternisent les pores dans une même

étale, comme eux, ils sont dénués de dignité, pourvu que la curée quotidienne emplisse leur panse : c'est suffisant.

Comme nourriture intellectuelle, ils ne sauraient se passer de quelques théories sur la manière de tuer des ennemis, c'est-à-dire des Prussiens (sales Prussiens va !) ou même des Français, l'Allemand devenant un gibier plus rare.

Ajoute à cela une traditionnelle visite au bordel de temps en temps, une soulographie saturée de *Marseillaise*, chaque fois que la bourse le permet et c'est tout ; il faut bien que la jeunesse s'amuse.

Crois moi, je m'en souviendrai longtemps de la caserne ; lorsque, mardi dernier, je revins de permission et que j'aperçus les grands bâtiments avec leurs murs ternes et froids, une grande tristesse, mêlée de dégoût s'empara de moi, comme aux premiers jours et pourtant, comme les autres, bêtement, lâchement, faisant abandon de toute dignité, de toute liberté, j'y entrais.

C'est d'abord, la cour large et carrée, où darde pendant l'été un soleil de plomb, c'est là que chacun apprend, sous l'œil du galonné, à manipuler le lebel fratricide. Ça et là, quelques arbres qui paraissent s'étioiler comme s'étioient les malheureux insensés qui agonisent dans ce bagne qui couronne la pourriture de la société moderne.

En pénétrant à l'intérieur d'une chambre, on recule instinctivement, l'odorat empuanté par l'odeur que dégage ce lieu indésirable. Figure-toi un mélange de sueur, de sperme, d'huile, de vinasse, etc. ; une vingtaine d'êtres sont là, les uns chantant d'ignobles couplets, les autres jouant aux cartes sur des tables graisseuses, d'autres encore avachis sur leur lit dans des pauses plus ou moins plastiques. Rien, à mon avis, n'est plus répugnant qu'une chambre de caserne ; c'est l'étalage sans masque du vice et de la corruption la plus vile.

Mais les murs sont flanqués de trophées, de drapeaux avec des pancartes remémorant des hucheries aussi stupides que sanglantes. Puis, encore, des tableaux où des peintres d'occasion se sont escrimés à tracer en lettres flamboyantes le plat du jour : Patrie (saluez), Honneur (oh ! honneur militaire), Devoir, etc.

Je crois volontiers que la caserne, avec les vices qu'elle contient, contribue pour une grande part à la propagande antimilitariste. Le soldat étant un être ordinairement grossier et stupide, affichant directement ses tares morales sur la masse des individus produit une impression de dégoût qui se traduit par un commencement d'antimilitarisme ; de là à l'internationalisme il n'y a qu'un pas vite franchi par le raisonnement.

Malheureusement, l'enseignement (*je veux parler de l'enseignement laïque*) étant essentiellement patriotard, le préjugé patrie existera encore longtemps chez beaucoup d'individus qui l'acceptent, autant par faiblesse morale que par je m'enfichisme.

UN DE LA CLASSE.

La Raison de la Propagande

J'entends dire et je lis parfois que tel ou tel fait de la propagande parce que ça lui fait plaisir, etc.

A première vue cela paraît assez logique, mais en réfléchissant un peu, on découvre bientôt dans cette explication un évident sophisme.

Toute propagande faite hors un but et hors un motif me semble inutile.

Le but c'est d'augmenter le nombre de ceux qui pensent et vivent comme soi ; dans le cas actuel, des anarchistes. Toute autre propagande est frappée de stérilité : que peut me faire le propagandiste opérant par dilettantisme ? Je ne crois rien dans son effort.

M'intéresse vivement, au contraire, le camarade qui s'efforce de reproduire (*moralement* s'entend), accomplissant ainsi une fonction naturelle — des individus comme lui, c'est à dire dans le cas qui nous occupe, dégagés des préjugés et des conventions, souhaitant la venue d'un état de choses où la vie se vivrait en pleine liberté, où les conditions de production et de consommation seraient basées sur la liberté et non sur l'esclavage des producteurs au profit des possédants, etc.

Plus il y a d'individus ainsi reproduits plus on risque de voir le souhait devenir une réalité, l'anarchisme passé des nuages de l'abstraction à la pratique concrète.

Quant au motif de la propagande, il peut différer d'individu à individu. Celui-ci peut se sentir ému de douleur à la vue et à la pensée du nombre infini d'êtres qui souffrent des circonstances néfastes qui accompagnent le régime actuel. Celui-là peut simplement et froidement conclure de ses observations et de ses réflexions que nul ne peut être heureux, foncièrement heureux, qui ne vit une vie anarchiste, une vie de libéré. Il fait de la propagande sans autre aiguillon que le pur raisonnement. Cet autre, enfin, peut être poussé par l'intérêt et se rendre clairement compte que plus il y aura d'anarchistes, plus il pourra vivre intensément, pleinement, contemplant.

Quant au dilettante qui ferait de la propagande comme il jouerait aux cartes, boirait de l'absinthe ou mettrait un grain de sel sur la queue d'un moineau, j'avoue que je ne vois pas de différence entre lui et un vulgaire bourgeois !

E. ARMAND.

Entretiens d'un Paysan

LETTRE A L'AMI ANTOINE

La Cambrouse, le 29 septembre.

Alors toi, mon cher Antoine, tu ne te plains pas et tu trouves tout à fait naturel qu'il y ait des hommes qui sont maîtres de faire tout ça qu'y veulent des autres ?

Où bien est-ce que tu crois que ça ne peut pas être autrement ; que c'a toujours été comme ça et que ça le sera toujours ?

De n'importe quelle manière je crois que tu as tort ; que tu te fourres le doigt dans l'œil, comme on dit à Paris.

Du moment que nous sommes tous pareils quand nous venons au monde ; que nous avons tous des bras, des jambes, des têtes et des ventres, aussi bien les riches que les pauvres bougres ; y me semble que nous devrions nous servir de nos bras et de nos jambes, de tout notre corps, si bien les uns que les autres, pour faire venir tout ce qu'il faut pour garnir notre ventre, pour bien soigner notre corps et nous instruire, apprendre de jolies choses ?

Et pendant ce temps, pour qu'ils puissent s'amuser, s'instruire et manger, ce sont les bras et les jambes des autres qui marchent sans s'arrêter.

Tu comprends bien, par exemple, que c'est moi qui donne de l'argent à notre bourgeois en lui payant la ferme du bien que je travaille ?

Avec cet argent, il fait ça qu'y veut.

Il vit sans rien faire, et il vit autrement que moi.

C'est-y bien la peine que je te fasse voir la différence qu'il y a ? Je crois que non ; le plus bête du monde le verrait.

Crois-tu qu'il n'y a pas plus de différence entre sa vie et la mienne qu'entre la mienne et celle de nos bêtes ?

Quels plaisirs ai-je de plus qu'elles ? Bien sûr j'en ai bien quelques-uns de plus, mais aussi ! j'ai bien plus de soucis et de tracasseries de toutes les manières. Je crois que, passé partout, tout bien pensé, elle ne sont pas si malheureuses que moi.

Eh bien, le bourgeois, c'est y que c'est ça lui ?

Ses chevaux sont soignés comme des princes. Leur écurie est plus jolie, plus propre plus chaude que la maison où j'habite. Mais crois-tu que lui n'est pas encore beaucoup mieux qu'eux ?

Ce n'est pas à comparer.

Alors ça saute aux yeux que si je suis malheureux, c'est parce que je ne travaille que pour le profit de celui qui m'emploie. Je ne vis comme je le fais que pour pouvoir mettre de côté l'argent de sa ferme.

C'est avec cet argent qu'il se paye toutes ses fantaisies, qu'il laisse ses bras et ses jambes se reposer, qu'il envoie son fils au collège, dans les lycées, puis dans d'autres écoles encore. C'est avec cet argent qu'il lui achète des livres, des habits, qu'il lui paie sa pension dans un hôtel. Et c'est encore avec cet argent que j'ai donné à son père, que le fils bourgeois va faire la noce dans les caboulots avec des copins qui lui ont vite fait manger une pièce de cent sous. Cette pièce de cent sous, il m'a fallu plus d'une semaine pour la mettre de côté... Tu ne trouves pas que c'est tout de même un peu fort ?

Il n'y a pas à dire le contraire, ceux qui n'ont rien, qui manquent de tout, qui sont privés de tout, se crèvent de travail pour que d'autres gaspillent ce qu'ils produisent.

Car ils le gaspillent y a pas là à dire. Par exemple, figures-toi que je donne encore vingt fois plus d'argent à notre propriétaire et que tous ses autres fermiers et métayers fassent comme moi... Crois-tu qu'il le refuserait ? et crois-tu qu'il s'en servirait pour faire des besognes utiles, qu'il ferait seulement arranger nos maisons et les chemins ?... Y aurait pas de danger ! Tu ne sais pas ça qu'il en ferait ? Eh bien ! sa femme se ferait acheter d'autres robes, beaucoup d'autres robes, des bijoux, des meubles pour faire joli, des rideaux, et tant d'autres babioles ! Il achèterait d'autres chevaux, d'autres automobiles, il prendrait d'autres domestiques, il entretiendrait une cocotte de plus — et ça coûte tu sais les cocottes ! — Enfin, il « augmenterait son train » sans penser si ceux qui lui donnent les *recettes* lui permettant de le faire, ont leur ventre plein et leurs bras et leurs jambes fatigués.

Mais pourquoi est-ce que c'est comme ça ?

Nous sommes tous des hommes pareils, la nature nous a fait égaux, comment ça se fait-y que nous ne le sommes pas ??

Penses-y un petit peu et tu le trouveras peut-être. Quand on a une tête c'est pour s'en servir. Il vaut mieux penser soi-même que de suivre les avis d'un autre, quand même ça serait un ami. Si tu réfléchis de ton côté, tu pourras voir si je me trompe, tandis que si tu ne le fais pas, tu verras rien du tout, tu ne me comprendras pas. Et je ne te dis tout ça que pour te le faire comprendre.

Ton vieil ami,

Jean DOBRÉ.

La Théorie de l'Argent

C'est extraordinaire ce que les bourgeois capitalistes de tout acabit et les non-bourgeois, majorité de malheureux à tous les degrés, sont en parfait accord pour reconnaître comme fondée la théorie de la valeur d'échange actuelle. On comprend sans difficulté que ceux qui possèdent soient des partisans intransigeants du mode d'échange courant, puisqu'ils en tirent profit. Mais il est plus difficile de concevoir l'approbation des malheureux dans ce système d'économie capitaliste, établi pour maintenir les privilèges des uns servis par les autres.

Pour tous ces bons optimistes l'argent est l'élément indispensable à la bonne marche des transactions commerciales ou industrielles, dans les rapports sociaux des individus entre eux.

Il est bien certain dans l'hypothèse que si par un coup de baguette magique toute valeur servant à liquider, à acquitter, à faciliter lesdits rapports entre individus ou collectivités — il est certain que le soleil cesserait de nous éclairer et de féconder la terre de ses puissants rayons électriques ; la pluie du même coup cesserait de tomber et la terre d'accomplir son double mouvement ; et infailliblement nous mourrions de faim, n'est-ce pas ?

Et dans la pensée de ces travailleurs c'est absolument cela. Ce sont les idées qui surgissent à leur faible mentalité aussitôt que de semblables problèmes sont agités devant eux.

Faut-il qu'ils aient le cerveau embrouillé pour ne pas comprendre que ne possédant rien, ils ne risquent pas de perdre ce qu'ils n'ont pas dans le cas d'une substitution à l'organisation sociale actuelle.

Ce n'est pourtant pas l'argent lui-même qui nourrit. Peut-on pour entretenir son organisme manger cette valeur métallique ou des chiffons de papier bleu, indispensables actuellement, cela est vrai, mais qui n'en seraient pas moins impossibles à digérer.

L'argent proprement dit est une valeur d'échange fictive dont on se sert pour acheter les produits nécessaires à nos besoins. Mais les produits ayant une valeur naturelle intrinsèque, on ne saurait, sans iniquité, leur substituer une valeur artificielle conventionnellement établie.

Aujourd'hui, la propriété individuelle étant la base de l'organisation sociale ; la bourgeoisie, industriels capitalistes, exploités de toutes sortes, ont donné aux produits qu'ils n'ont pas fabriqués ou cultivés une valeur équivalente à tous les frais qu'ont nécessités leur composition jusqu'au moment d'être livrés à la consommation, plus un bénéfice représentant l'intérêt des capitaux engagés.

Si bien qu'un produit ou une opération quelconque atteint, par ce fait, une évalua-

tion artificielle et il n'est pas possible de se procurer le produit que par une valeur d'échange imposée, dénommée argent-dynamomètre capitaliste.

Tandis que, en bonne logique, le résultat des efforts productifs devrait se confondre indistinctement sans que l'on put distinguer le tien du mien, ainsi que le constate la comparaison suivante, d'où on peut conclure que pour vivre en harmonie point n'est besoin d'argent.

Voilà un endroit perdu en un quelconque coin de la rue et habité par quelques centaines de familles. Là, nulles lois autres que les lois naturelles ne leur imposent pour régir la communauté. Ce petit peuple a ses mœurs, ses coutumes, des habitudes morales et matérielles contractées. Les habitants ne connaissent rien de l'oisiveté qui est la mère de tous les vices. Ils ne sont point ignorants. Par des moyens de culture qui, sans être techniques, ne sont point tout à fait rudimentaires et un outillage mécanique et industriel des mieux adaptés, ils pratiquent la production intensive et extensive. Ils possèdent des produits de consommation au delà de ce que leurs besoins leur permettent de consommer. Aussi ont-ils des réserves en cas de crises naturelles. Tous travaillent pour tous à des métiers qu'ils ont librement choisis. Parmi eux tous, les tempéraments sont divers, les caractères sont divers, seules les affinités sont en harmonie. Ce peuple vit heureux, sans argent, sans armée, sans magistrature, sans représentants ni pouvoirs.

Voici maintenant qu'un riche européen, millionnaire de son métier, et que l'esprit des découvertes a porté jusque vers cette île d'or, aborde cette terre.

Après avoir visité ce domaine, étudié en partie le système de vivre des individus, il veut acquérir une quantité de produits moyennant de l'or qu'il offre aux naturels du pays qui ne comprennent pas à quoi pourront bien leur servir toutes ces médailles, grosses et petites, qui leur sont offertes en échange d'un produit qui représente le travail.

Un habitant fait comprendre à notre millionnaire que c'est le travail qui est le vrai argent. Que chacun des êtres produisant, le produit de son travail est mis au tas sans distinction. Qu'il peut, d'autre part, prendre au tas une partie des produits nécessaires à ses besoins. Que chacun d'eux travaillait un temps déterminé par une seule volonté ; que par conséquent si on introduisait dans leur manière de vivre, de produire et de consommer de l'or et de l'argent, on risquerait fort de voir naître des divisions car les uns avec cet or corrompu une fois établi, s'ingénieraient à avoir le plus d'or possible avec lequel il s'approprieraient les produits en ne rien faisant ; établiraient un commerce d'exploitation et contraindraient indubitablement une fraction des producteurs à travailler pour eux seuls. Or, dit encore l'habitant, il n'existe ici aucun commerce de genre : tout au plus faisons-nous un échange de produits avec les habitants de cette île voisine que vous apercevez au loin là-bas. Il leur arrive parfois de manquer de blé ; comme notre sol à nous n'est point ingrat et que nous sommes abondamment pourvus, nous leur donnons la quantité dont ils ont besoin ; nous manquons parfois de vin, ils nous donnent également sans compter complètement de ce qu'il peut nous manquer.

Notre Européen demeurait rêveur en présence d'un pareil système économique, aussi simple que naturel. Cependant qu'au moment de regagner son bord, une tempête épouvantable survint, qui le mit dans la nécessité de séjourner peut-être pour quelques jours dans l'île du Bonheur, car tel était son nom. Il avait auprès de lui une partie de son équipage. Soit que les gens de la communauté considérassent que seuls avaient le droit de prendre au tas ceux qui y avaient mis ; soit qu'ils voulussent donner une leçon d'économie naturelle au millionnaire ; ils refusèrent le premier jour de mauvais temps de subvenir à ses besoins matériels, ainsi qu'aux besoins de son équipage. Mais, disait notre millionnaire, nous crevons de faim, servez-nous à manger, voilà 100 francs, je vous paierai ce que vous voudrez. Les habitants répondirent invariablement que l'argent ne se mangeait pas. Qu'est-ce que cela représente, ces jaunets et ces billets bleutés, cela ne se sème pas.

Et voilà que sous l'impérieuse nécessité de la faim — il offrait maintenant toute sa fortune rien que pour un seul repas, im-

plorant qu'on ne le laissât pas mourir de faim.

Et le malheureux millionnaire serait mort, sans l'initiative de ses matelots qui, plus intelligents, demandèrent à produire pendant toute la durée du mauvais temps, en échange des produits dont ils avaient besoin, ce qui leur fut accordé.

SÉRIS.

CHRONIQUE LOCALE

Conférence

Nous avons le plaisir d'apprendre à nos lecteurs que Paraf-Javal, bien connu dans le monde scientifique, sera prochainement parmi nous et donnera une conférence publique et contradictoire à laquelle seront invitées toutes les notoriétés scientifiques et politiques de Limoges.

Les sujets traités seront :

- « L'organisation du bonheur ;
- » Absurdités des méthodes sociales actuelles ;
- » Les mouvements faits par les humains sont mauvais ;
- » Les mouvements à faire. »

Dès que nous serons fixés, nous indiquerons le jour et la salle où aura lieu la conférence.

Bigre !

Le nommé Marie, commissaire de police de Saint-Léonard, se jugeant offensé par les paroles que j'ai prononcées à Saint-Léonard, concernant sa corporation, a envoyé un procès-verbal au juge d'instruction de Limoges, lequel m'a invité à me rendre auprès de lui, pour qu'il m'en soit donné connaissance, ce qui fut fait. Ce procès-verbal est textuellement le compte rendu fait par la France et le Réveil du Centre, concernant la réunion délictueuse. Sans commentaires...

Et puis, il paraît que je vais être poursuivi pour avoir dit ce que je dirai bien souvent encore.

Ce n'est pas la prison qu'on m'infligera qui empêchera les commissaires d'être des pitains favorisant tous les fléaux de la société.

Armand BEAURE.

A propos du Congrès d'Amiens

La Voix du Peuple du 23 septembre publie les conditions d'admission des syndicats au congrès d'Amiens. Ces conditions sont les suivantes :

« Le syndicat doit être adhérent à une Fédération nationale de métier ou d'industrie confédérée et à une Bourse du Travail ou Union de Syndicats confédérée également. »

La Confédération Générale du Travail, afin qu'il n'y ait pas de fausse interprétation, prend le soin de préciser :

« En conséquence, NE SONT PAS ADMIS les syndicats n'appartenant simplement qu'à une Fédération nationale ou à une Bourse du Travail ou Union de Syndicats. »

Donc, il est logique qu'une Bourse du Travail ne soit représentée que par un syndiqué, dont l'organisation est, elle-même, confédérée.

Nous voudrions savoir pourquoi le comité général de la Bourse de Limoges a désigné à nouveau, comme délégué, le citoyen Eugène Gaillard, alors que le congrès de Bourges, en statuant sur son cas de non confédération, avait décidé, qu'à l'avenir, les demi-syndiqués ne seraient plus admis.

Devons-nous croire que le bureau de la Bourse et la commission administrative ont omis de signaler le cas aux membres du comité, avant la nomination des délégués au congrès d'Amiens, afin de s'éviter les représailles de la douzaine d'oracles chargés de soutenir la candidature du brillant orateur qu'est Eugène Gaillard ?

Et les nombreux *sauveurs* : pensent-ils représenter les vues de leurs syndicats respectifs, en mettant à la disposition des politiciens unifiés une allocation assez importante, destinée à payer les frais d'un voyage d'agrément, sous couleur d'une délégation qu'ils savent, à l'avance, devoir être annulée ?

Nous serions encore curieux de le savoir.

Ro-G.

A propos des Employés de commerce

A. K. Licot

Au fond, nous sommes du même avis. J'ai simplement voulu faire ressortir que les employés de commerce ne savent pas ce qu'ils disent lorsqu'ils parlent d'employer tous les moyens licites pour arriver à leur but et qu'ils répudient la grève.

Je les incrimine de consacrer leur temps, leur peine et leur argent à des besognes inutiles au lieu de faire des individus conscients.

Et je proteste contre des employés qui, au lieu de s'en prendre directement aux patrons qui les exploitent, demandent de

nouveaux sacrifices à l'acheteur déjà exploité par leurs patrons.

La question est simple, claire, ne mérite pas de longs développements, et je m'étonnerais que nous ne soyons pas d'accord.

En toute camaraderie.

E. TÊTEUR.

Barthélemy est... vague

Aussi bien je déclare désapprouver Souvarine — quitte à l'approuver ensuite quand Barthélemy sera moins... vague.

LE LACHE ANONYME.

Au Congrès d'Amiens

La Bourse du Travail a délégué, pour la représenter au Congrès d'Amiens, Eugène Gaillard, dont le syndicat auquel il appartient n'est pas confédéré, et Rougerie qui, logiquement, ne peut appartenir qu'au syndicat des chefs de chantiers, qu'il peut représenter avec le plus de dignité, en prenant comme devise : « A bas les huit heures. »

Autour d'une Polémique

Les lecteurs de L'Ordre se souviennent que le 19 août je faisais appel à la Fédération de la céramique pour démentir les faits allégués par moi au cours de ma polémique avec M. Desbordes.

Comme réponse, la Fédération a voté l'ordre du jour suivant :

« Le comité fédéral, réuni le 22 août, après avoir pris connaissance d'un article paru dans le journal anarchiste L'Ordre, du 19 août, sous la signature de « Souvarine », blâme énergiquement ceux de ses membres qui, par haine des opinions professées par certains militants de la Fédération, fournissent à leurs adversaires, pour les besoins de leur polémique, les renseignements dont ils se servent comme arguments, et ne craignent pas de dévoiler les décisions prises au sein du conseil fédéral. »

On voit que cette réponse n'infirme rien des faits que j'ai dénoncés et qu'en fait « d'exécution nette » ce sont ceux que j'ai combattus et ceux qui les ont soutenus qui sont exécutés. Malgré sa teneur de blâme, cet ordre du jour ne fait que confirmer tout ce que j'ai dit. Il est certain que si j'avais menti, ce même ordre du jour ou un autre en ferait mention et protesterait véhémentement, en ce cas ce serait toute justice. Il n'en sera rien car si j'ai de la haine pour dénoncer ce qui est mal, j'aime à n'invoquer que la vérité. Mes adversaires ne pourront jamais dire le contraire, et contrairement à ce que dit l'ordre du jour, ce n'est pas la haine de leur politique qui me fait les démasquer, mais bien leurs malversations, seraient-ils anarchistes que j'agiserais de même.

Il est donc vrai qu'il y a eu manœuvres par les politiciens pour la présentation des revendications ; il est encore vrai que Desbordes n'est pas allé à Mehun-sur-Yèvre ; ces faits sont bons à retenir.

Il est bon aussi de dire que, contrairement aux allégations de Pilulard, je n'ai jamais divulgué autre chose que ces deux cas.

Maintenant, un mot pour les membres du comité fédéral : Ils savent fort bien que leur conduite, lors de la présentation des revendications, était connue par un grand nombre d'ouvriers ; les faits révélés par nous depuis longtemps n'étaient plus que le secret de polichinelle. Mais j'avoue qu'il en aurait été autrement, j'aurais cru quand même de mon devoir de les faire connaître.

Le cas de Desbordes, pour Mehun, était connu de la majorité des membres du comité fédéral avant que je le connusse moi-même : Voilà qui, à la rigueur, montre que je n'ai pas eu besoin de fouiller dans les procès-verbaux malgré que pour me renseigner je sois capable d'employer encore ce procédé.

Mais examinons un peu l'étrange conduite de la Fédération en cette affaire.

Depuis le 10 juin que j'ai entrepris cette polémique, cette organisation ne jugea à propos d'intervenir que plus de deux mois plus tard. Pourquoi ? Cependant les accusations que j'avais lancées contre elle auraient bien valu plus de diligence au vote d'un ordre du jour de blâme contre moi. Cette manœuvre est tellement stupide qu'immédiatement on voit la main qui l'a guidée.

Le 22 août, le « Pilulard du Centre » disait que je transportais dans L'Ordre les procès-verbaux de la Fédération, que je n'étais qu'un mouchard attendant mon enrôlement chez le préfet ; bref, le soir même le comité fédéral se réunissait pour m'exécuter ; J'avoue que je ne m'en porte pas plus mal.

Mais ce qu'il y a de bizarre, c'est que l'ordre du jour m'exécutant nettement a été rédigé ailleurs qu'à la Fédération. On m'assure que c'est au Coopé qu'il fut rédigé sous la dictée du professeur en fourberies Pilulard.

N'est-il pas écœurant de voir la Fédération à la remorque de ce caméléon. Je crains que les accès de neurasthénie de ce raté soient funestes à cette organisation. Pilulard l'inspirant, quelle ironie ! et après on cherchera qui divulgué les décisions prises au sein du conseil fédéral.

Fumistes va.

SOUVARINE.

P. S. — La Fédération a une telle honte du rôle qu'elle a accompli, que le fameux ordre du jour « d'exécution nette » ne fut remis à la presse amie que huit jours après son adoption, cela après beaucoup d'hésitations. Mais la Pilule ayant exigé, il a fallu marcher.

SOUVARINE.

Les principes de solidarité d'une Coopérative

C'est de l'Union dont nous voulons parler, au sujet de l'appel suivant qu'elle vient de lancer :

« Nous sommes certains de vous intéresser en vous informant que nous organisons, pour les premiers jours de novembre prochain, une tombola dont le produit sera affecté à fournir, dans la mesure du possible, le pain et le combustible gratuits, pendant l'hiver, aux familles de nos sociétaires les plus durement atteintes pendant l'hiver, époque de chômage et de privations, par conséquent de misère. »

« Laissez-nous nous permettre d'espérer que vous voudrez bien vous associer à l'œuvre humanitaire que nous entreprenons et que votre bon concours moral et matériel ne nous fera pas défaut en la circonstance. »

« D'avance, croyez à toute notre reconnaissance et, pour nos pauvres, merci. »

« Pour l'Union :

« Le secrétaire général,

» B. COUTY. »

Il peut se faire que cette circulaire n'ait pas le don d'émuover les personnes qui l'ont reçue, mais, en revanche, elle nous intéresse beaucoup. Elle révèle, de la part de ses auteurs, qui ne peuvent être que les distingués administrateurs de l'Union, peut-être en combinaison avec leurs amis du fameux comité technique, une conception plutôt étonnante du rôle de coopérateur.

Nous avons toujours pensé que les statuts d'une coopérative, réellement digne de ce titre, devaient renfermer un article affectant au moins une partie des bénéfices à une caisse de solidarité, afin d'éviter d'être obligé de couper les vivres aux sociétaires atteints par les difficultés de l'existence.

Il faut constater que jamais les conseils d'administration de l'Union n'ont, au sein des assemblées générales, préconisé cette mesure indispensable, mais, au contraire, chaque fois qu'un sociétaire a voulu émettre une idée tendant à ce but, les administrateurs lui ont montré une hostilité irréductible.

Nous sommes, pour l'instant, dans l'obligation de restreindre cet article ; la question sera reprise dans une étude générale sur la coopération.

Mais nous ne pouvons laisser passer cette circulaire sans crier à la masse prolétarienne de l'Union :

« Tu dois être déçu dans tes espérances, toi qui étais si fier, en plaçant à la direction de la société, des hommes de talent, connus pour leurs sentiments de solidarité et qui, publiquement, t'ont dit : La classe ouvrière ne doit plus s'abaisser, elle doit prendre conscience de sa force et répudier toute attache avec la classe possédante. »

C'étaient les paroles d'hier.

Aujourd'hui, ils te disent : « Nous sommes infailibles. Nous saurons prendre soin de nos pauvres et manifester la reconnaissance à nos plus opulents donateurs. Suis nos conseils et ne crains pas de t'abaisser quand nous te dirons de tendre la main. D'autres viendront te dire que tu commets une faute ; que tu abdiques toute dignité. Ne les crois pas, ce sont tes ennemis. »

Ro-G.

Discutons

J'aurais bien été surpris si mon article « Entente impossible » n'avait entraîné une riposte du fougueux Barthélemy Mayéras. J'attendais cette riposte et je l'ai trouvée en tous points conforme à la nature de l'individu qui l'a rédigée.

Examinons donc, en toute impartialité, les affirmations émises par notre contradicteur :

1° Sur le dualisme existant entre « Collectivisme et anarchisme ». B. Mayéras ne le conteste plus, arguant seulement que les raisons données sont vieilles ; comme si la vérité en vieillissant perdait sa valeur ; ensuite — faut-il l'apprendre à l'ex-professeur — une vérité n'est ni vieille ni jeune : elle est :

2° « Il est faux jésuitiquement et sottement faux que Guesde ait dit qu'il ferait fusiller les anarchistes », écrit notre Barthélemy.

Qui est-ce alors ? si ce n'est Guesde qui, en réponse à notre ami Dumas, — au cours d'une réunion intime déclara qu'il était inutile de rechercher une alliance avec les anarchistes, mais que leur devoir (des collectivistes) serait de les fusiller (1) ;

3° Malgré mon très grand regret de contrarier l'éminent historien, je dois, par amour de la vérité, rétablir en leur intégralité les paroles prononcées à plusieurs reprises par Chauvin et que B. Mayéras nous donne sous un jour méconnaissable.

Voilà textuellement les paroles : « Au jour de leur triomphe, le premier soin des Guésdistes sera de fusiller les anarchistes parce qu'ils sont des réactionnaires ? (2) ;

4° Il est également faux, continue-t-il, que Liebknecht et Delory se soient servis de la police contre les anarchistes :

N'est-ce pas Liebknecht qui dénonça Werner en écrivant sur son journal que Werner, arrêté à Berlin pour tenu d'une imprimerie clandestine, était « le même avec qui se consultait Hædel — révolutionnaire russe. »

Le même triste sire déclarait en 1892 pendant les discordes des affamés à Berlin qu'aucun social démocrate ne devait

(1) Voir les détails de cet incident dans le numéro 2 de L'Homme Libre.

(2) Humanité Nouvelle, page 712.

sympathiser et secourir les malheureux fusillés et sabrés par la police et par l'armée. « Un social démocrate disait-il, déshonore le parti en sympathisant avec les victimes de Guillaume II » et il appelait ces affamés fusillés « l'union prolétarienne » en français « la canaille ? (3).

Tant qu'au cas Delory nous attendons pour répondre, la narration de l'histoire Girier-Lorion que notre historien doit nous compter par le menu.

5° Me trouvant absent lors de la parution de l'article de Gaillard, j'attends donc aussi une explication de Mayéras concernant le refus par Guesde de voter l'abrogation des lois scélérates, mais il me souvient que Pierre Bertrand sur le Réveil du Centre disait comme nous.

6° La réponse que Barthélemy consacre pour expliquer l'attitude des socialistes concernant la décision du congrès de Zurich pour spirituelle qu'elle soit, ne répond à rien : nous attendons des arguments.

M. FRANÇOIS.

P. S. — Mayéras ne manque pas de nous traiter de calomniateur, arguant ensuite que les injures sont nos meilleurs arguments. C'est si peu vrai que le précédent n° de L'Ordre contenait sous ma signature une invitation à la discussion. N'ayant pas de réponse, je propose donc à Mayéras l'occasion de lui démontrer que la méthode anarchiste ne comporte pas d'injures. Acceptera-t-il ?

A. P. S. Plusieurs camarades m'ont manifesté leur étonnement, en apprenant ma réponse à l'individu visé par l'article ci-dessus.

N'écrivant pas pour ce dernier ; mais bien pour les lecteurs impartiaux, j'ai cru bon d'engager la discussion qui si elle n'arrive pas à convaincre mon adversaire le confondra et prouvera au moins aux esprits libérés, la preuve manifeste de l'imbécillité prétentieuse de notre pauvre Barthélemy.

CHRONIQUE RÉGIONALE

CORRÈZE

BRIVE. — Toujours les mêmes. — Si la commune de Saint-Pantaléon-de-Larche peut être fière de la journée du 2 septembre, les antimilitaristes peuvent également en être satisfaits. Dans cette bourgade de 1.200 habitants, avait lieu l'inauguration de deux chefs-d'œuvre qu'il est véritablement dommage de consacrer à pareille cause. L'un, un monument en bronze, était destiné à « honorer la mémoire » d'un général de l'Empire ; l'autre, une plaque, en beau marbre, avec médaillon enchâssé dedans, était destiné à un ratichon de l'Empire également. Ces deux types nous étaient totalement inconnus jusqu'à ce jour. Mais on ne sait plus quoi inventer pour arracher l'argent du bon populo.

Saint Pantaléon, à cette occasion, avait reçu, dans ses murs, les hauts chefs de la soldatesque du 12^e corps et la fine fleur de l'aristocratie corrézienne. Comme vous pouvez le penser, « ces messieurs » ont daubé fortement sur le compte des antimilitaristes. Un général quelconque a dit qu'il fallait que les efforts des hommes conscients s'unissent pour combattre une plaie « qui, depuis quelque temps, gagne du terrain ». Cette plaie « c'est l'antimilitarisme ». Ce salarié de l'Etat croit même que les antimilitaristes se laisseront convaincre que le but qu'ils poursuivent n'est qu'une chimère et qu'ils iront à eux. Comme l'on dit vulgairement : il peut compter dessus et boire de l'eau !... Les efforts des antimilitaristes sont trop récompensés, ces temps-ci, pour qu'ils abandonnent une si juste cause. « Ces messieurs » le savent très bien, mais ils disent le contraire pour s'attirer l'attention du populo.

Ces chauvins parlent dans leur intérêt. C'est très bien qu'un prolétaire aille se faire crever la peau pour l'honneur éphémère de « mourir pour la patrie ». Mais qu'un bourgeois affronte les mêmes dangers, cela jamais !... Un jour viendra peut-être où les Corréziens, comme tous les prolétaires, comprendront nos raisonnements. Peut-être, ce jour-là, « ces messieurs » perdront un peu de leur astuce !... Ils ne se moqueront plus du peuple.

Pour arriver à ce résultat, il faut que nous combattons, toujours et sans cesse, pour la prospérité de notre cause, sans souci des coups que nos ennemis nous portent journellement. Toutes les acrobaties, les singeries que « ces messieurs » exécutent ne sauraient nous émouvoir.

KELKUN.

— Conférence socialiste. — Le parti socialiste de la Corrèze avait organisé, le 17

(3) Pages d'histoire socialiste par Techerkof. Le même, Liebknecht tenta de faire passer pour agent provocateur Bakounine et Cafiero, ce dernier ayant dépensé une immense fortune à la cause prolétarienne.

septembre dernier, une conférence publique et contradictoire dans la salle du théâtre. Trois cents personnes environ y assistèrent.

A l'heure annoncée, le citoyen Chambas, de Tulle, secrétaire du parti corrézien, prend la parole pour présenter les orateurs et excuser les citoyens Roldes, retenu dans la Haute-Loire, et Betoulle, malade. Puis, il donne la parole au citoyen Melgrain.

Melgrain est socialiste. Un point, c'est tout. L'antimilitarisme et l'internationalisme ont l'air de ne lui plaire que médiocrement. Il nous accable de mots en *7e*, tels que physiologie, métrologie, etc., etc... La moitié de l'auditoire ne comprend rien !... Le conférencier veut arriver à l'amélioration du sort des travailleurs par le parlementarisme — naturellement ! Sûrement que Melgrain sera candidat aux élections législatives de 1910 (!). Il n'a pas dit un mot des anarchistes. Mais ces derniers savent à quoi s'en tenir...

Après Melgrain c'est Ghesquières qui prend la parole. Le député du Nord nous parle de la situation des travailleurs dans son pays, nous dit comment il est arrivé député. Une seule chose que nous approuvons dans la causerie de Ghesquières : c'est lorsqu'il a dit que le gouvernement actuel est un gouvernement de crimes. Mais pour quoi pas tous ?

Wilm est beaucoup plus éloquent que ses deux collègues, et paraît beaucoup plus avancé. Sa tactique est toute différente de celles de Melgrain et Ghesquières. « Le meilleur moyen d'action pour la classe ouvrière, dit-il, est la grève générale. » Wilm est antimilitariste ! C'est lui qui défendit Malato, lors du procès des anarchistes à propos de l'attentat de la rue de Rohan. Son éloquence réduisit celle des juges, avides de vengeance contre les anarchistes. Parlant de Ferrero, le fondateur de l'école moderne de Barcelone, celui qui donna asile à Moralès, auteur de l'attentat contre le potentat espagnol, Alphonse XIII, Wilm a dit : « Ferrero a fait ce que tout honnête homme devait faire, lorsqu'il a donné asile à Moralès ; Ferrero est encore une victime de l'autocratie espagnole, puisqu'une société s'est formée pour le combattre ». En terminant, Wilm invite l'auditoire à envoyer un salut fraternel au peuple russe et aux nobles victimes qui tombent, journellement, sous les coups des assassins aux gages du tsarisme.

A la fin de la réunion, le citoyen Chambas — qui a perdu une belle occasion de se faire — a « remercié en remerciant ! » les citoyens et citoyennes qui étaient venus à la conférence. Puis, il engage les socialistes de Brive à *refonder* un groupe d'études sociales.

PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND. — La bande Constans-Montusés recommence. — Nous avons lu, il y a quelques jours, dans l'*Humanité*, un filet indigné, protestant de l'innocence de Grandidier et contre les persécutions stupides que lui inflige Clemenceau. Et nous pensions, à bon droit, que les socialistes allaient faire, en faveur de notre malheureux ami, trêve à leurs habituelles éruptions de calomnies et de trahison. Il n'en était rien, et voici la lettre que nous recevons à ce propos de Clermont-Ferrand. Nous la livrons à la méditation des camarades et comptons sur ceux de Montluçon et des environs, pour y apporter une solution qui s'impose.

« Le samedi 8 courant, le comité socialiste de Clermont-Ferrand donnait une conférence publique et *contradictoire* à la mairie, avec le concours du citoyen Constans, député de Montluçon.

« Dès les premiers jours de la semaine l'on pouvait voir sur les murs de la ville les affiches annonçant la réunion, et invitant les travailleurs montluçonnais, habitant Clermont, à y assister. En faisant ceci, le mouchard Constans avait son but : attirer à la réunion les camarades montluçonnais obligés d'émigrer à la suite du mouvement du 1^{er} mai, pour trouver du travail, et les signaler, de cette façon, à la police et à leur employeur pour leur couper tous les moyens d'existence. La manœuvre était habile, mais le fumiste Constans en fut pour ses frais.

« Quelques camarades se rendirent à la réunion, et quelques applaudissements ayant éclaté lorsque Constans et ses séides pénétrèrent dans la salle, furent aussitôt couverts par le nom de Grandidier, chanté sur l'air des *lampions* par tous les camara-

des, ce qui fit faire la grimace à messieurs les politiques, qui constatèrent, non sans effort, que cela s'annonçait mal.

« Après avoir procédé à la nomination du bureau, la parole fut donnée à l'arriviste Constans qui, d'une voix mal assurée et au milieu du vacarme général, bredouilla quelques mots que personne ne comprit, sur l'action générale du Parti socialiste « unifié ». Puis, comme le président, fumiste quelconque, faisait appel à la contradiction, un camarade monta à la tribune et exposa aux auditeurs les diverses péripéties de l'affaire Grandidier, accusant nettement les mouchards socialistes du *Combat* de la dénonciation de notre camarade et d'avoir été les complices de la police dans la confection du complot qui devait aboutir à son arrestation.

« Il demanda ensuite au crétin Constans s'il approuvait le *Combat* dans son œuvre de dénonciation. Le mossieu éluda la question en déclarant qu'il n'était pas venu à Clermont pour s'occuper de ce qui se passait à Montluçon ; que si Grandidier était présent (!), il lui dirait ce qu'il pensait de lui (il nous l'a dit plus tard), mais que, puisqu'il était enfermé, *il n'avait pas à s'occuper des absents*. Il l'accusa néanmoins d'avoir eu, étant à Montluçon, des relations avec toutes les grosses têtes de la réaction et d'en avoir touché de l'argent, et il termina sa péroraison en nous envoyant à la face le cliché toujours à la mode de « vendu à la réaction ».

« Puis un autre camarade demanda la parole pour exposer la thèse antivotarde, mais les « unifiés » en avaient assez, ils lui refusèrent la parole. A ce moment, l'assistance se divisa en deux clans : les uns voulant nous entendre, les autres pas ; ce fut un chahut épouvantable. Un « unifié » monta à la tribune et prononça quelques mots qui ne furent pas entendus ; un autre lui succéda et subit le même sort. Enfin, le silence s'étant un instant rétabli, le président commença la lecture d'un ordre du jour qui se termina au milieu des cris les plus discordants et des épithètes les plus malsonnantes échangées entre les ivrognes socialistes dont l'assistance était abondamment pourvue.

« Je vous ai dit plus haut que le mouchard Constans nous avait dit plus tard ce qu'il pensait de Grandidier ; en effet, comme une fois dans la rue, nous lui faisons un petit brin de conduite, il nous cria dans sa rage de voir sa réunion ratée : « **Grandidier est un assassin et un bandit ainsi que tous ceux qui le défendent.** »

« Ces paroles furent soigneusement recueillies par un commissaire de police qui se trouvait à ses côtés avec plusieurs agents, et qui nous empêchèrent de faire rentrer d'une belle façon les paroles prononcées par ce sale mossieu.

« Il y a longtemps que les « unifiés » se sont distingués dans l'art de moucharder et d'insulter les camarades ; c'en est, néanmoins, une preuve de plus.

« V. GODONNÈCHE. »

COMMUNICATIONS

L'Internationale Libertaire

Conformément à la décision prise à l'Assemblée Générale, du 22 juillet, du *Groupe Communiste Libertaire de Belgique* — qui compte une quinzaine de sections — son secrétaire général adresse un APPEL à tous les Libertaires du monde, pour créer une Organisation Libertaire Internationale. Considérant qu'il importe de se mettre immédiatement à la besogne, il sera publié d'ici quelques jours le premier numéro du *Bulletin de l'Internationale Libertaire*, destiné à servir de trait-d'union et d'organe de propagande aux partisans de la future organisation, dont le premier congrès est fixé, en principe, à Amsterdam, en 1907.

Nous invitons les camarades et les journaux libertaires qui désireraient recevoir notre Bulletin — qui sera mensuel et gratuit — à nous faire parvenir leur adresse.

Adresser tout ce qui concerne l'Internationale Libertaire au Secrétariat provisoire : Georges Thonar, rue Laixheau, 97, Herstal-Liège (Belgique).

L'Imprimerie Anarchiste

Nous croyons utile de reparler de cette tentative et d'expliquer aux lecteurs de *L'Ordre* ce qu'elle est, son but, ses moyens.

Je n'insisterai pas sur la nécessité de l'éducation en matière de propagande anarchiste. On sait que l'éducation des incons-

cients constitue la force principale de nos idées et que c'est seulement grâce à elle que nous pouvons espérer former des individualités conscientes, capables d'œuvrer sérieusement à la désagrégation des institutions sociales actuelles.

Du reste, je me réserve de revenir plus tard sur ce côté de la question. Pour aujourd'hui, nous allons nous contenter d'examiner comment la propagande et par conséquent l'éducation, pourrait acquérir plus d'ampleur.

Comme nous avons eu l'occasion de l'expliquer, nous estimons que la propagande peut revêtir trois formes : la parole, l'écrit, l'exemple.

Nous allons nous occuper de la principale de ces trois formes, la propagande par l'écrit.

Je dis principale, car il est évident qu'elle pourra s'exercer plus largement. La brochure, le journal, le prospectus pénétreront dans des milieux réfractaires, inaccessibles à la parole, ils iront toucher des individus qui professent le plus profond dédain envers les réunions et les conférences.

Un vaste mouvement de brochures éducatives, distribuées partout, dans les ateliers, dans la rue, dans les villes, dans les villages, glissées sous les portes, dans les boîtes aux lettres, etc. ; ce courant intense de propagande porterait des fruits et préparerait le terrain à une éducation plus approfondie. Nul n'ignorerait plus nos idées, chacun serait obligé de connaître, même superficiellement nos théories, nos conceptions.

Pour créer ce courant d'idées, il suffit de deux choses : D'abord, il faut qu'il se trouve un certain nombre de camarades imbus de l'esprit de prosélytisme capables de faire un effort pour la diffusion de leurs doctrines.

De plus, il faut que les matériaux nécessaires à cette diffusion soient mis à leur portée. Il ne faut plus que les brochures se vendent très cher, comme elles l'ont été jusqu'à présent. Il faut, au contraire, que leur prix modeste permette à chacun d'en acquérir et d'en répandre.

Nous arrivons ainsi à l'avantage présenté par *l'Imprimerie Anarchiste*. Jusqu'à présent nous n'avons eu qu'un matériel très modeste et pourtant nous avons édité 75,000 brochures à 2 fr. et 2 fr. 50 le cent. Cela est d'autant plus intéressant que ces brochures sont coquettement éditées (12, 16 ou 24 pages avec couverture couleur.) Voilà déjà un résultat.

Pourtant, ceci n'est rien et l'on pourrait arriver à faire des choses surprenantes si l'acquisition d'une machine dispensait de passer par tous les intermédiaires bourgeois.

C'est à quoi nous avons songé en lançant notre appel pour *l'Imprimerie Anarchiste*. En présence de la hausse des tarifs d'impression, nous avons cru que le moment était venu pour les anarchistes de posséder ce moyen d'expansion : une imprimerie complète. Nous nous sommes mis au travail. Et de suite nous avons constaté qu'une telle réalisation, revêtant l'ampleur désirable, serait impossible à Paris. Nous voulons éviter les questions de salaire. C'est pourquoi l'imprimerie sera installée en milieu communiste.

Les camarades fourniront quelques heures par jour au travail de la terre, ce qui leur donnera le moyen de subvenir aux besoins de tous et de travailler aux œuvres d'impressions diverses. En opérant de cette façon, on évite des frais généraux excessifs, frais qui viendraient menacer l'existence de l'imprimerie et qui empêcheraient de faire les travaux à très bon marché (condition essentielle de la tentative).

On le voit, par ces explications forcément trop brèves, l'imprimerie anarchiste est une œuvre sérieuse, la façon dont elle est comprise est un garant de réussite.

Nous en profitons pour annoncer à tous ceux qui s'intéressent à notre essai que nous avons trouvé une ferme à Saint-Germain (près Paris), réunissant toutes les conditions indispensables. C'est là que les camarades vont incessamment s'installer en colonie communiste où, plus tard, viendra se greffer l'école libertaire de notre excellente amie Emilie Lamotte.

C'est tout un ensemble de réalisations qui se dessinent, et lorsque les camarades de partout constateront ce que nous avons fait, nous les aiderons de toutes nos forces à fonder des groupements semblables, car je pense, comme Armand, que la force d'un

« parti » réside plutôt dans le fédéralisme que dans la centralisation.

Mais tout ceci ne suffit pas, et après ce succinct exposé sur lequel nous pourrions revenir à l'occasion, je tiens à ajouter quelques mots.

Si les camarades comprennent l'utilité de l'imprimerie, s'ils veulent que leurs journaux paraissent régulièrement ; s'ils veulent avoir leurs revues mensuelles bien éditées, leurs journaux pour l'enfance, etc. ; s'ils veulent que chaque année un million de brochures inonde le pays ; s'ils veulent posséder des livres et des bibliothèques instructives qui les consoleront des misères journalières ; si, en un mot, l'imprimerie anarchiste répond à un besoin, à une nécessité (et cela nous le pensons fermement) ; dans ce cas ne nous marchandez pas votre appui. Vivant dans une société capitaliste, il faut de l'argent pour faire quoi que ce soit, donnez nous en dans la mesure du possible.

De notre côté, nous faisons tous nos efforts pour faciliter le travail et donner toutes garanties. Ainsi, nous *remboursons* toutes les souscriptions en librairie. Vous n'avez donc rien à craindre en nous portant votre obole, quelle qu'elle soit.

De plus, nous ferons cet hiver — moi et Girault — une tournée de conférences dans la France entière au profit de l'imprimerie. Et enfin nous organisons une grande tombola (300 lots, sculptures, tableaux, livres, etc.) dont nous tenons des billets à la disposition des camarades, 0 fr. 50 pièce.

On le voit, il y a bien des moyens de nous aider. Les camarades, les sympathiques voudront bien adresser provisoirement leurs souscriptions, demandes de renseignements, etc., à *l'Imprimerie Anarchiste*, 33, rue de Charenton, à Alfortville (Seine).

Tous les efforts seront les bienvenus et nul ne les regrettera, soyons-en persuadés. André LORCLOT.

Un de nos camarades, jeune encore, instruit, militant activement, désirerait correspondre avec compagnie émancipée, affectueuse, d'idées larges et de tempérament propagandiste.

Ecrire en toute discrétion, à Hermann Six, aux soins de l'Ere Nouvelle, 28, rue des Peupliers, Billancourt, près Paris.

AVIS

Les camarades de Limoges qui désirent acheter des brochures ou s'abonner au journal sont avisés qu'ils n'ont qu'à se rendre 28, faubourg de Paris, les jeudi et les samedi, de 8 h. 1/2 du soir à 10 heures et les dimanche matin, de 9 heures à midi.

CONVOCATIONS

Les camarades s'intéressant à la propagande sont instamment priés de se rendre ce soir samedi, à 8 h. 1/2, au local du groupe. Questions délicates et urgentes.

SAINT-JUNIEN. — Jeunesse syndicale. — Réunion jeudi prochain. Causerie par un camarade. Sont spécialement invités les camarades revenant du service et ceux partant au régiment. Gratuite et sans formalité.

PETITE CORRESPONDANCE

Charles Saint-Draska. — A-t-il reçu livre et brochures ?

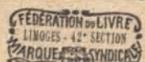
Syndicat des ouvriers métallurgistes de Pamiers. — Nos lecteurs ne sont pas du tout au courant de votre grève. Envoyez nous donc des détails et nous publierons votre appel.

Tézier. — Reçu listes de souscription mais en très mauvais état. Puis nous avons tant à faire à Limoges que je doute fort qu'elles soient accueillies selon les désirs.

Néanmoins nous annoncerons au prochain numéro et ferons circuler les listes.

Prière aux camarades qui nous envoient de la copie de n'écrire que sur un côté de la feuille, et faire en sorte qu'elle nous parvienne le mardi soir au plus tard.

L'Ordre est composé et imprimé par des ouvriers syndiqués.



Le Gérant : ANDRÉ BOULESTEIX

Limoges. — IMPRIMERIE OUVRIÈRE, rue Darnet 9,